

ALI BENFLIS L'A SOUTENU HIER :**«La scène politique nationale est dévoyée»**

Ali Benflis qualifie le pluralisme politique de dévoyé, ce qui ne facilite nullement l'action de l'opposition dans le giron de laquelle il maintient, néanmoins, son tout jeune parti, celui des Avant-gardes des libertés.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une mission loin d'être de tout repos quand l'ex-chef de gouvernement relevait, hier lundi, à l'ouverture de la seconde session du comité central du parti, que l'opposition — pour responsable et légitime qu'elle soit — devient un ennemi à réduire, l'idée contraire est intolérable, la critique équivalait à un crime de lèse-majesté et la demande de reddition de comptes est prise pour le summum des actes antinationaux». D'où son appel aux militants de son parti à privilégier l'action de proximité en allant à la «rencontre de nos concitoyennes et de nos concitoyens sans concessions sur nos convictions et sans compromissions sur notre projet politique».

Pour lui, «l'opposition n'a jamais été une attitude politique aisée dans notre système politique ; elle exige des sacrifices et ces sacrifices nous avons toujours été prêts à les consentir. Dire ses vérités au régime politique en place demande une volonté politique inébranlable et la

nôtre l'est assurément ; confronter ce même régime politique à ses lamentables gâchis politiques, économiques et sociaux requiert du courage politique et nous n'en manquons pas».

«Sur le chemin que nous nous sommes choisi, il n'y a que l'Algérie qui compte pour nous et rien d'autre. Il n'y a que l'intérêt de l'Algérie qui prime sur tous les autres intérêts. Il n'y a que la destinée de l'Algérie devant laquelle s'effacent toutes les autres destinées particulières», soutiendra encore Benflis qui dira que son grand parti démocratique, rassembleur et porteur d'une alternative politique, économique et sociale a pris toute sa place dans la vie politique de la nation».

Considérant que «les belles causes ne meurent jamais et si elles s'éteignent, c'est seulement lorsque des femmes et des hommes de bien se lassent d'en raviver la flamme», le président des Avant-gardes des libertés affirmera qu'au sein du parti,

«il y a des femmes et des hommes de bien et ils ne se laisseront jamais d'entretenir la flamme des droits et des libertés».

Parlant de l'opération de structuration locale du parti, Benflis s'appesantira notamment sur le «principe démocratique d'élection que nous avons retenu comme mode d'accès aux responsabilités, de la base au sommet de notre parti». Une règle, précisera-t-il, qui «n'est jamais aisée car souvent génératrice de difficultés», comme cette vague de démissions enregistrées au niveau de certaines wilayas, comme Laghouat, Chlef ou encore Alger. Des défections que Benflis ne démentira pas, considérant, dans un point de presse improvisé en marge des travaux de cette session du comité central, que ces «militants sont libres de déclarer ce qu'ils veulent», mettant justement en avant ce principe d'élection adopté.

La communauté nationale établie à l'étranger qui bénéficie de toute la considération et de toute l'attention du parti a été «lourdement stigmatisée par la dernière révision constitutionnelle», affirme-



Ali Benflis, président des Avant-gardes des libertés.

ra Benflis pour qui «son patriotisme a été mis en doute, sa citoyenneté amputée et les clientèles du régime politique en place l'ont pointé du doigt et désigné comme un instrument potentiel aux mains de donneurs d'ordres étrangers».

Et au candidat à la dernière élection présidentielle d'estimer que cette diaspora «ne méritait pas ce traitement indigne de la part du régime politique irréféchi et irresponsable. L'Histoire est témoin qu'hier comme aujourd'hui elle a fait

montre d'un patriotisme sans tache, qu'elle ne s'est jamais dérobée à l'appel de la patrie et que dans tous les moments déterminants pour lui, le pays a toujours su qu'il pouvait compter sur elle. Face à cette épreuve imméritée, nos concitoyennes et nos concitoyens résistants à l'étranger ne sont pas seuls. Leur résistance aux mesures constitutionnelles prises injustement à leur encontre n'est pas une résistance solitaire».

M. K.

IL ÉTAIT HIER À TIZI-OUZOU**Belayat à la rencontre des militants du «FLN légitime»**

Abderrahmane Belayat a repris, hier, son bâton de pèlerin pour une rencontre avec les représentants des militants du parti à Tizi-Ouzou qui ne se reconnaissent pas dans la direction actuelle du FLN.

Une rencontre d'information à l'issue de laquelle les présents ont réitéré leur volonté de ne pas s'en laisser conter jusqu'à ce qu'il soit mis fin à «l'imposture imposée» dont est victime le parti au pouvoir. Selon Abderrahmane Belayat, le rendez-vous avec les militants de Tizi-Ouzou a permis de passer en revue «absolument tout ce qui touche à l'actualité du pays, notamment la situation qui agite le FLN». Ainsi, l'ancien ministre et

actuel chef de file des anti-Saâdani s'est élevé contre le fait que l'actuelle direction du parti ait fait profil bas après l'impair commis par le chef du gouvernement français contre «le Président de tous les Algériens».

Pour Belayat, ni l'acte commis par Manuel Valls ni l'absence de réaction de la «direction du FLN kidnappé» ne sont des faits anodins. Ce ne sont là, pour Belayat et ses compagnons, que des exemples

concrets de l'incurie qui règne au sein du FLN de Saâdani. En tous les cas, Belayat et les militants du «FLN légitime» croient encore en les vertus de la justice «(qui) ne doit pas ignorer la requête des centaines de militants parmi lesquels des députés et des sénateurs», a confié le rival de Saâdani avant de rappeler la question écrite, jusque-là sans réponse, adressée au Premier ministre sur la situation qui prévaut au FLN.

Quoi qu'il en soit, hier à Tizi-Ouzou, Abderrahmane Belayat et ses accompagnateurs ne cachaient pas leur fierté de l'écho suscité par leur appel en Kabylie.

M. Azedine



Abderrahmane Belayat.

GRÈVE DES PRATICIENS DE SANTÉ PUBLIQUE**Le SNPSP satisfait du taux de suivi**

A l'appel de leur syndicat, les praticiens de santé publique renouent avec la protesta. Entamant, hier, un mouvement de grève de deux jours, ils dénoncent entre autres la non-application de l'accord signé avec la tutelle, en date du 4 mai 2015.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Soucieux d'améliorer les conditions de travail des praticiens de santé publique, le SNPSP (Syndicat national des praticiens de santé publique) a entamé, hier, un mouvement de débrayage de deux jours. Seul moyen apparemment pour se faire entendre et mettre la pression sur la tutelle pour la prise en charge de ses revendications. Présent essentiellement dans

les établissements publics de santé de proximité et les établissements publics hospitaliers, le SNPSP a enregistré un taux de suivi de la grève de 72% à Alger, 95% à Blida, 79% à Tipasa, 87% à Tizi-Ouzou, 65% à Relizane, 75% à Constantine, 70% à Laghouat, Khenchela et Ghardaïa, 80% à Sétif, Mila et Ouargla.

Des taux de suivi que le président du syndicat, D' Lies

Merabet, qualifie d'«assez satisfaisants». Ce mouvement de protestation intervient en premier lieu pour dénoncer la situation d'insécurité qui règne dans les structures de santé publique suite aux nombreux cas d'agressions verbales et physiques dont sont quotidiennement victimes les professionnels de la santé. «Nous demandons à ce que des mesures concrètes et pratiques soient prises par les autorités pour parer au problème de l'insécurité, notamment dans les services des urgences et des polycliniques», dira le D' Merabet.

Le SNPSP dénonce également les entraves dans l'exer-

cice syndical et la persécution des militants syndicalistes. «En 2016, des délégués syndicaux continuent à être suspendus et d'autres poursuivis en justice. Même la tenue de l'assemblée générale du syndicat nous est interdite dans certaines wilayas», déplore-t-il. Il revendique également l'application de l'accord signé avec le syndicat et le ministère datant du 4 mai 2015.

Outre le débrayage de deux jours, le Syndicat national des praticiens de santé publique compte aussi tenir un sit-in aujourd'hui, devant le siège du ministère de la Santé à Alger.

Ry. N.

L'hommage d'Ahmed Taleb Ibrahim à Nouredine Naït-Mazi

Lorsque je pense à Nouredine Naït-Mazi, les premiers mots qui me viennent à l'esprit sont élégance, conviction et fidélité.

Élégance d'une belle plume nourrie aux classiques littéraires et philosophiques français, et mise au service de l'Algérie. Il compensait son ignorance de la langue arabe par une grande ouverture. Ainsi, il n'était guère insensible au style à la fois pur et simple du Président Boumediène.

J'ai vu Naït-Mazi dans les prisons françaises en 1957, mais c'est seulement dix ans après que nous nous sommes adressé la parole dans l'Algérie indépendante. Directeur du quotidien *El-Moudjahid* durant de longues années, il a fait de cette institution une véritable école de journalisme. Des directeurs de publications actuelles ont eu le mérite, au lendemain de sa mort, de reconnaître ce qu'ils lui doivent.

Il a été mon collaborateur au ministère de l'Information et de la Culture de 1970 à 1977, mais durant de longues années, j'ai été son petit collaborateur pour la confection de certains éditoriaux d'*El-Moudjahid*.

Cette belle plume n'a rien à voir avec les plumes de service ou avec ces «gazetiers fumeux qui se croient des flambeaux», selon le vers de Baudelaire.

Conviction, car Naït-Mazi est un homme capable d'émettre des réserves ou des critiques sur les directives qu'il reçoit. S'il a soutenu par exemple Boumediène, c'est qu'il a cru en l'homme, en la plupart de ses choix. Il a été, en outre, séduit par son sens de la justice sociale et son intégrité. Je l'ai entendu défendre la mémoire du Président défunt quelques semaines avant sa disparition.

Fidélité enfin, et cette fidélité s'était manifestée en 1999 lorsque Naït-Mazi rejoint la petite équipe qui a suscité et soutenu ma candidature à l'élection présidentielle alors qu'il savait pertinemment que les décideurs avaient choisi leur candidat qu'ils allaient imposer au pays.

Le 10 mars 2016, je me rends à l'aéroport d'Alger pour embrasser Naït-Mazi qui se trouvait dans une ambulance en compagnie de son épouse, quelques instants avant son transfert dans un hôpital parisien. Je ne savais pas que c'était notre dernière rencontre car il avait le visage radieux et le regard serein.

Puisse Dieu accorder Sa Miséricorde à Naït-Mazi. Il n'a fait de mal à personne et il a servi son pays avec élégance, conviction et fidélité.

Ahmed Taleb-Ibrahimi